

## .COMMUNE DE SAINT-LOUIS

.ARRÊTE N° 131 /PRM/DAJ/DA/MJC/2022

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS,

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivant ses articles relatifs aux pouvoirs de police du maire,

Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le Code de la route,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,

Vu l'article L 511 – 1 du code de la sécurité intérieure,

Vu la demande de l'Entreprise Austral Télécom Services du vingt-huit février deux mille vingt-deux,

Vu l'avis N° 88 / 2022 du deux mars deux mille vingt-deux de la police municipale,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation piétonne afin de permettre l'intervention dans les chambres (AUDIT du réseau Télécom) pour le raccordement de la fibre optique.

## .ARRÊTE

**Art. 1.** - La circulation piétonne est interdite au droit du chantier sur les voies suivantes :

- Rue Richard, sur toute sa longueur
- Rue Évariste de Parry, portion comprise entre le chemin Citron et la rue Juliette Dodu
- Chemin des Prunes, sur toute sa longueur
- Route Hubert Delisle, portion comprise entre le chemin des Canots et la rue des Kakis
- Chemin des Marjolaines, sur toute sa longueur
- Rue des Kakis, sur toute sa longueur

**Art. 2.** - Les piétons empruntent le trottoir opposé.

**Art. 3.** - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi vingt et un mars deux mille vingt-deux au lundi vingt-trois mai deux mille vingt-deux entre sept heures et dix-sept heures.

**Art. 4** - La signalisation réglementaire est mise en place par l'Entreprise Austral Télécom Services.

**Art. 5.** - La réfection du domaine public routier est effectuée par l'Entreprise Austral Télécom Services après les travaux.

**Art. 6.** - Le présent arrêté fait l'objet d'une publication sur le site internet de la commune de Saint-Louis.

**Art. 7.** - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.

**Art. 8.** - Madame La Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la mairie.

**Art. 9.** - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la Semittel, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS, à l'Entreprise Austral Télécom Services.

Fait à Saint-Louis, le **09 MARS 2022**

Copie à :

Pour le Maire et par Délégation  
**Mme Stéphanie JONAS-SOORIAH**  
 Conseillère Municipale  
 Élu(e) aux Affaires Juridiques et à la Réglementation



- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- Semittel
- Transports MOOLAND
- Entreprise Austral Télécom Construction
- M. Alain PAYET
- Régie rout
- Service communication
- Mme Lisemène SENNY PALANY
- Recueil des actes administratifs

Mme le MAIRE

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :
  - d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
  - d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L.521-2 du code de justice administrative